

29 mai 2005, les Français disent NON au Traité Constitutionnel Européen !

10 ANS DEJA !

Notre vote a ensuite été bafoué lorsque le Parlement a validé le Traité de Lisbonne, jumeau du précédent.

Commémoration devant le monument à la Résistance

CAHIERS DE DOLEANCES

pour construire ensemble le projet d'une nouvelle Constitution

Elections départementales : les résultats ne reflètent pas les votes !

En effet, le système électoral de la constitution actuelle (version 5.24) qui se dit représentatif ne l'est pas !

40% des ariégeois votants n'est pas représenté.

Scrutin après scrutin, le même constat apparaît : les partis minoritaires et les bulletins blancs sont dépouillés de leurs votes (sans compter les non-inscrits et les abstentionnistes).

Le système actuel, construit pour faire émerger les majorités des partis dominants, nous inflige ce découpage irréel : PS : 16 sièges ; ESA : 6 ; Divers droite : 4 ; Rassemblement à Gauche : 0 ; FN : 0.

Voilà ce qu'aurait dû être la ventilation des sièges avec un scrutin **proportionnel, dès le 1^{er} tour** : PS : 12 sièges ; Rassemblement à Gauche : 4 ; FN : 4 ; Divers droite : 3 ; ESA : 3.

Devant le déni de démocratie lié à la Constitution de la 5^{ème} République, tel qu'il est illustré par les chiffres ci-dessus, **l'Association pour une Constituante propose** la mise en place d'une **Assemblée Constituante** dont les objectifs sont de **proposer une future Constitution**.

Le **Collectif 09 pour une Constituante** s'est créé à cet effet et se réunit chaque mois à la mairie de Foix. Contactez-nous : francois.paumier@sfr.fr annickclairin@orange.fr ou jean-charles.sutra@wanadoo.fr

Halte au mépris des électeurs !

*« Les politiques, de gauche à droite, affrontent une crise de légitimité sans précédent depuis des décennies : les électeurs ne se reconnaissent plus dans ceux qui sont censés les représenter. Plutôt que de les écouter, la classe politique s'en prend à eux et les agresse en les menaçant de sanctions s'ils ne participent pas à un jeu qui les exaspère de plus en plus. C'est la nouvelle mode : alors que la **démocratie** voudrait que les **citoyens jugent** et sanctionnent les **élus**, il s'agirait dorénavant que les **élus jugent** et **sanctionnent** les **citoyens**. Mesurons le grave glissement qui s'opère : si le vote devient obligatoire, il n'est plus un droit mais une obligation !*

*Sport de plus en plus prisé de la classe dirigeante, le mépris des électeurs se décline de diverses manières : au mois de **mars**, ils étaient appelés aux urnes pour élire des **collectivités** dont les **compétences** n'étaient **pas** encore **définies** (la loi était en cours de finalisation). Rien ne justifiait une telle précipitation. Voter est un geste sérieux qui nécessite du temps, de la réflexion et de la sérénité.*

Nos pseudos démocrates mesurent-ils au passage le danger de rendre obligatoire le vote au moment où les électeurs semblent ne trouver qu'avec le Front national le moyen d'exprimer leur désaveu de la vie politique ? A quand le respect de l'électeur et le retour à la dignité du citoyen ? »

Extraits du communiqué d' André Bellon, président de l'association « Pour une Constituante » (www.pouruneconstituante.fr), le 16 avril 2015, suite aux 50 propositions du président de l'Assemblée Nationale sur «l'engagement citoyen et l'appartenance républicaine »

29 mai 2005, les Français disent NON au Traité Constitutionnel Européen !

10 ANS DEJA !

Notre vote a ensuite été bafoué lorsque le Parlement a validé le Traité de Lisbonne, jumeau du précédent.

Commémoration devant le monument à la Résistance

CAHIERS DE DOLEANCES

pour construire ensemble le projet d'une nouvelle Constitution

Elections départementales : les résultats ne reflètent pas les votes !

En effet, le système électoral de la constitution actuelle (version 5.24) qui se dit représentatif ne l'est pas !

40% des ariégeois votants n'est pas représenté.

Scrutin après scrutin, le même constat apparaît : les partis minoritaires et les bulletins blancs sont dépouillés de leurs votes (sans compter les non-inscrits et les abstentionnistes).

Le système actuel, construit pour faire émerger les majorités des partis dominants, nous inflige ce découpage irréal : PS : 16 sièges ; ESA : 6 ; Divers droite : 4 ; Rassemblement à Gauche : 0 ; FN : 0.

Voilà ce qu'aurait dû être la ventilation des sièges avec un scrutin **proportionnel, dès le 1^{er} tour** : PS : 12 sièges ; Rassemblement à Gauche : 4 ; FN : 4 ; Divers droite : 3 ; ESA : 3.

Devant le déni de démocratie lié à la Constitution de la 5^{ème} République, tel qu'il est illustré par les chiffres ci-dessus, **l'Association pour une Constituante propose** la mise en place d'une **Assemblée Constituante** dont les objectifs sont de **proposer une future Constitution**.

Le **Collectif 09 pour une Constituante** s'est créé à cet effet et se réunit chaque mois à la mairie de Foix. Contactez-nous : francois.paumier@sfr.fr annickclairin@orange.fr ou jean-charles.sutra@wanadoo.fr

Halte au mépris des électeurs !

*« Les politiques, de gauche à droite, affrontent une crise de légitimité sans précédent depuis des décennies : les électeurs ne se reconnaissent plus dans ceux qui sont censés les représenter. Plutôt que de les écouter, la classe politique s'en prend à eux et les agresse en les menaçant de sanctions s'ils ne participent pas à un jeu qui les exaspère de plus en plus. C'est la nouvelle mode : alors que la **démocratie** voudrait que les **citoyens jugent** et sanctionnent les **élus**, il s'agirait dorénavant que les **élus jugent** et **sanctionnent** les **citoyens**. Mesurons le grave glissement qui s'opère : si le vote devient obligatoire, il n'est plus un droit mais une obligation !*

*Sport de plus en plus prisé de la classe dirigeante, le mépris des électeurs se décline de diverses manières : au mois de **mars**, ils étaient appelés aux urnes pour élire des **collectivités** dont les **compétences** n'étaient **pas** encore **définies** (la loi était en cours de finalisation). Rien ne justifiait une telle précipitation. Voter est un geste sérieux qui nécessite du temps, de la réflexion et de la sérénité.*

Nos pseudos démocrates mesurent-ils au passage le danger de rendre obligatoire le vote au moment où les électeurs semblent ne trouver qu'avec le Front national le moyen d'exprimer leur désaveu de la vie politique ? A quand le respect de l'électeur et le retour à la dignité du citoyen ? »

Extraits du communiqué d' André Bellon, président de l'association « Pour une Constituante » (www.pouruneconstituante.fr), le 16 avril 2015, suite aux 50 propositions du président de l'Assemblée Nationale sur «l'engagement citoyen et l'appartenance républicaine »